

Débat public sur la gestion des déchets nucléaires :
Communiqué de l'association "Sortir du nucléaire-Pays de Rennes"

Non aux déchets nucléaires, non au nucléaire, non aux débats publics bidons

Jusqu'au 25 septembre 2019, les Français.es sont appelé.es à donner leur avis sur le Plan National de Gestion des Déchets et Matières Radioactives (PNGDMR).

Car, nous explique Mme Harel-Dutirou, présidente de la Commission particulière du débat public dans son édito (<https://pngmdr.debatpublic.fr/>) : " [...] les enjeux ne sont pas seulement techniques, ils sont aussi éthiques, et qu'il s'agisse de risques ou de justice, ces questions relèvent de la compétence de tous les citoyens qui pourront en discuter. [...] Votre avis est important et les décisions publiques à venir doivent en tenir compte."

En janvier 2018, visiblement peu soucieux de l'avis des citoyens, Sébastien Lecornu, alors secrétaire d'état auprès du ministre de l'Ecologie, visitait les locaux de l'Andra (Agence nationale de gestion des déchets radioactifs) à Bure, et y réaffirmait son soutien au projet CIGéo d'enfouissement profond des déchets nucléaires. Soutien réitéré depuis par Emmanuelle Wargon, la nouvelle secrétaire d'état.

Avec une belle clairvoyance Ouest-France commentait dans son édition du 07/03/2018 : "*Le gouvernement a annoncé [...] un "débat national" [...]. Le gouvernement espère ainsi apaiser la controverse sur l'enfouissement profond des déchets nucléaires mais compte poursuivre le projet contesté à Bure.*"

Alors, à quoi bon débattre ?

Le choix nucléaire a été imposé aux Français voici plus de 60 ans. Sans consultation démocratique. Depuis, de gouvernement en gouvernement, l'autocratie pro-nucléaire se perpétue.

Le débat public sur l'EPR de Flamanville s'est déroulé fin 2005-début 2006, alors que le gouvernement avait déjà fait connaître sa décision, et que les travaux préparatoires avaient commencé sur le site.

En 2006, puis en 2016, deux lois ont entériné le stockage en profondeur des déchets les plus radioactifs, malgré la forte contestation des associations lors des débats publics de 2005 et 2013.

En juillet 2015 : le Parlement adoptait, enfin démocratiquement, *la loi de transition énergétique pour la croissance verte*. Pourtant jugée peu ambitieuse par certains, cette loi annonçait cependant, en plus du plafonnement de la puissance du parc nucléaire à 63,2 GW (la puissance actuelle), une réduction de 75% à 50% de la part du nucléaire dans le mix électrique français à l'horizon 2025, ceci devant se traduire par la fermeture de 14 réacteurs. Les ingénus se sont réjouis trop vite. En effet notre duo de présidents, celui de la République et celui d'EDF, a décidé que la loi avait tort. Non seulement le plafond à ne pas dépasser est devenu un objectif à atteindre – d'où les incitations à une consommation accrue d'électricité : promotion d'une version modernisée du "tout électrique" –, mais surtout l'échéance 2025 a été reportée à... 2035 ; et on attend toujours la liste des 14 réacteurs à fermer. Quant aux énergies renouvelables qui devaient être le pilier de la transition énergétique, elles sont reléguées au rang d'énergies d'appoint destinées à faire face à l'augmentation de la consommation.

Le projet de Programmation Pluriannuelle de l'Energie s'intéresse également, logiquement, aux déchets nucléaires. Attendra-t-on le bilan du débat public en cours pour décider des filières à développer ? Que nenni : « *la stratégie de traitement-recyclage du combustible nucléaire sera préservée [...] jusqu'à l'horizon des années 2040* » nous assure-t-on. Autrement dit, les usines de retraitement des combustibles nucléaires usés de La Hague (Manche) et de fabrication de combustible Mox* à Marcoule (Gard) resteront en service pendant encore au moins 22 ans. Sans surprise, et sans enquête publique préalable, le site de l'usine de fabrication de combustible nucléaire de Malvési à Narbonne (Aude) a reçu l'autorisation préfectorale de lancer la production de l'oxyde d'uranium nécessaire à la poursuite de la filière MOx. C'est clair : la réduction des déchets ne fait pas partie des options à débattre.

*Mox = combustible à base d'uranium et de plutonium (beaucoup plus dangereux que l'uranium pur)..

Quant au site Cigéo à Bure, alors que le projet ne bénéficie actuellement d'aucune autorisation, l'Andra ne s'est pas embarrassée de scrupules pour commencer à défricher le bois Lejuc, et plus récemment les travaux préliminaires qui permettront de réhabiliter une ancienne voie ferrée susceptible d'acheminer jusqu'au site de stockage les colis de déchets.

En matière de nucléaire, les débats publics ne sont pas instaurés pour rechercher les options les plus satisfaisantes pour l'intérêt général, mais pour donner un vernis démocratique à des décisions déjà prises.

L'industrie nucléaire et ses déchets : une situation alarmante

La situation de l'industrie nucléaire est de plus en plus inquiétante : situation financière catastrophique, maintenance défaillante et sécurité affaiblie d'installations de plus en plus âgées, perte de compétences... et, cerise sur le gâteau, gestion impossible de déchets nucléaires qui s'accumulent sur de nombreux sites : les déchets sont le talon d'Achille de l'industrie nucléaire.

A court terme, on stocke, on "entrepouse". Au besoin on change les normes quand elles sont trop contraignantes, afin de les recycler plus facilement, y compris dans des produits de la vie courante...

A long terme, pour les déchets les plus dangereux à haute activité et à vie longue issus des réacteurs nucléaires, des chercheurs partout dans le monde essaient depuis plus de 40 ans d'imaginer des solutions. Comme à Bure, le stockage géologique est privilégié.

Mais aucun site fonctionnel n'existe à ce jour dans le monde. De multiples tentatives se sont soldées par des échecs (Felsenau en Suisse, Gable mountain et Yucca mountain aux USA), des accidents (mine d'Asse en Allemagne, WIPP aux USA), des renoncements (Forsmark en Suède), ... Les Chinois prospectent dans le désert de Gobi, et certains rêvent du désert australien pour y installer la poubelle nucléaire de la terre entière... Seul le site d'Onkalo en Finlande pourrait être bientôt opérationnel. Pourrait.

En France, des scientifiques reconnus dénoncent cette méthode bien commode pour l'industrie nucléaire car elle donne l'illusion de faire disparaître les déchets. Mais l'enfouissement en couches profondes présente de nombreux dangers : risques d'incendie et d'explosion et donc de rejet de gaz radioactifs dans l'environnement, contamination des eaux, corrosion des conteneurs, etc. Pourquoi d'autres options, reconnues sérieuses y compris par l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire), ne sont-elles pas mises sérieusement à l'étude, comme le stockage en subsurface qui permettrait d'opérer un travail de surveillance continue et d'intervenir en cas de besoin ? Et d'attendre de possibles avancées technologiques qui permettraient à l'avenir un meilleur traitement ?

Mais pour se perpétuer, l'industrie nucléaire a besoin de faire croire qu'elle sait gérer. Enfouissons donc, loin de notre vue.

NON aux laboratoires à Bure, soutien aux résistant.es

L'option nucléaire nous a été imposée, nous n'en sommes pas solidaires. Nous ne sommes pas coupables des déchets accumulés depuis toutes ces décennies. S'il est évident qu'une réflexion de fond devra avoir lieu pour statuer sur le sort de ces déchets, nous contestons que celle-ci puisse se tenir dans le cadre proposé par la Commission nationale du débat public qui n'offre aux citoyen.nes d'autre solution que de coopérer avec le lobby nucléaire, sans ouvrir le débat sur la pertinence et l'avenir du nucléaire.

STOP aux déchets nucléaires, STOP au nucléaire.

La poursuite de l'option nucléaire perpétue le crime contre l'humanité en cours depuis Hiroshima et Nagasaki, Maïak et Semipalatinsk, Reggane et Moruroa, Tchernobyl et Fukushima. Elle propage inlassablement dans notre environnement des particules radioactives dangereuses, certaines pour des centaines de milliers d'années.

Nous dénonçons cet entêtement aveugle contraire à toute éthique, qui ne répond à aucune logique ni économique, ni technologique, ni énergétique, ni climatique. Le choix nucléaire est d'abord destiné à assouvir le désir de puissance de nos dirigeants. Ce que nous attendons d'eux, c'est au contraire un choix politique courageux et humble, qui permettra d'ouvrir de nouveaux horizons aux générations qui nous succéderont. Et de nouvelles perspectives à un débat citoyen sur le devenir des déchets déjà produits.

C'est ce que réclament aussi les citoyen.nes qui, à Bure et alentours, luttent pour la sauvegarde de leur territoire de vie et le droit des générations futures à vivre en sécurité dans un environnement sain.

Nous dénonçons enfin la répression policière, juridique et morale démesurée et barbare, dont ils et elles sont victimes : Bure ne doit pas devenir un laboratoire, ni celui d'apprentis sorciers irresponsables, ni celui de nouvelles méthodes de répression de plus en plus sophistiquées.

Nous invitons nos concitoyen.nes doté.es de bon sens et d'humanité à manifester leur refus de ce projet et soutenir la résistance à Bure :

Prochain rendez-vous :

Les 9-10-11 août 2019 au Festival les BURE'LESQUES à Hévilliers en Meuse (à quelques km de Bure)

Régine FERRON pour Sortir du nucléaire-Pays de Rennes

Mce, 48 Bd Magenta – Rennes

02.99.30.35.50

www.sdn-paysderennes.org

sdn.paysderennes@gmail.com